Ra.D.A.R

GUERRE FROIDE
et *GUERRE DE CLASSES*

La réunion de l'Assemblée générale de l'O.N.U. a déplacé le centre de gravité de la « guerre froide » de Berlin à Paris. Pour la galerie, des discours plus spectaculaires l'un que l'autre n'ont cessé de se succéder de jour en jour; dans les coulisses se sont entre temps poursuivis les pourparlers ultra-secrets qui ont une fois de plus démontré aux peuples combien mensongers sont les procédés de propagande utilisés de part et d'autre pour maintenir en haleine l'opinion publique mondiale.

L'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne qui s'opposent un peu partout dans le monde veulent forcer chaque homme, chaque organisation, chaque Etat à prendre partie dans ce heurt gigantesque qui risque de mener en fin de compte à une troisième guerre mondiale.

Les Américains, malgré toute l'incohérence que manifeste leur diplomatie à des moments donnés, se basent sur leur énorme puissance économique et financière pour imposer à tous les Etats capitalistes une attitude de raidissement qui souvent leur déplaît. Mais que faire d'autre quand il faut, pour maintenir la machine capitaliste en marche, recourir aux dollars de Wall Street, aux armements yankee? Les représentants de Washington, forts de cette puissance, ne veulent entendre parler de rien d'autre que d'un retrait total des Russes de leurs positions à Berlin. Rien à faire au sujet des armements qui s'accroissent fébrilement. Ce n'est plus Molotov qui dit: non, mais Marshall.

Les Américains font aussi des efforts considérables pour faire regagner du terrain à la social-démocratie et aux réformistes à la Jouhaux dans les rangs ouvriers. Après la scission syndicale en France et en Italie, la bagarre est déclenchée contre les communistes en Angleterre et contre la Fédération Syndicale Mondiale, que les staliniens ont su transformer, dans la période de la grande amitié des « trois grands », en une forteresse à leur profit.

Quant aux maîtres du Kremlin, ils se placent sur le même plan pour résister aux Américains. Ils utilisent la classe ouvrière, en France, en Italie..., et les peuples coloniaux en Extrême-Orient, uniquement comme des pions sur l'échiquier diplomatique. Ils se livrent aussi à une démagogie habile en faisant des propositions de désarmement qu'ils savent inacceptables dans cette période de course aux armements pour transformer le rapport des forces dans les négociations.

Les uns et les autres jouent la comédie à l'O.N.U., laissant croire que celle-ci pourrait bien régler les divergences s'il n'y avait pas chez l'adversaire des « fauteurs de guerre », etc... Les uns et les autres agitent le danger de la guerre pour effrayer les masses, les intimider, les paralyser et les empêcher de poursuivre la lutte pour leurs propres revendications. Ici, certains ne bougent pas pour ne pas faire le jeu du Kominform. Dans le glacis, d'autres se taisent pour ne pas faire le jeu de l'impérialisme occidental.

Est-il vrai que le monde soit à présent enfermé dans un tel dilemme? Est-il vrai, comme l'écrit « Le Monde » du 29 octobre qu'on « ne peut se dérober à la division du monde actuel »? Est-il vrai que « cette division, si elle n'est pas éternelle, commande aujourd'hui la situation mondiale »?

Cela n'est pas vrai du tout. Malgré leur supériorité matérielle, les capitalistes américains avertis savent fort bien qu'ils ne peuvent l'utiliser. Ils ne peuvent le faire tant qu'en Europe le prolétariat ne sera pas mâté, et l'arrivée de de Gaulle au pouvoir n'aurait pas encore résolu la question. Ils savent qu'ils ne peuvent pas le faire avec un prolétariat anglais qui commence à exiger quelque chose du parti qu'il a porté au pouvoir il y a trois ans. Ils savent qu'ils ne peuvent pas le faire dans l'état actuel de l'Extrême-Orient, avec la dislocation du gouvernement de Tchan-Kaï-Chek et avec des mouvements de révolte qui ne sont pas prêts d'être écrasés. Ils savent fort bien qu'une victoire militaire elle-même poserait des problèmes plus vastes encore que ceux de la défaite de l'Allemagne.

Et c'est parce qu'ils savent les uns et les autres qu'ils ne sont pas devant une guerre imminente qu'ils poussent la « guerre froide » au maximum pour parvenir par ce moyen à vaincre dans la guerre qu'ils mènent sérieusement: la guerre des classes.

C'est de cette guerre des classes qu'ils ont tous peur, les capitalistes américains qui ne peuvent acheter les prolétaires et les peuples coloniaux avec leurs dollars comme ils peuvent le faire avec de vulgaires ministres bourgeois, et aussi les bureaucrates du Kremlin qui s'entendent mieux à manier les masses, mais seulement pour des mouvements sans perspectives larges, sans issue révolutionnaire.

Et si aujourd'hui nous assistons à toutes ces hésitations, à tous ces maquignonnages ignobles et tous ces appétits inavoués, c'est que, pour tous les gouvernements, il y a une ombre menaçante, celle de l'universel, de l'unanime refus des peuples d'être dupes de la propagande belliciste, leur refus d'accepter la perspective de la guerre inévitable. C'est ce facteur qui fait le plus réfléchir les « hommes d'Etat » responsables dans les deux camps. C'est lui qui explique pourquoi Truman a commis cette « gaffe » monumentale de vouloir envoyer un délégué personnel à Staline afin de conclure un compromis dans le dos de ses propres ministres. C'est lui aussi qui explique pourquoi Vichinsky a lancé ses propositions démagogiques de désarmement, destinées en premier lieu à la consommation intérieure en U.R.S.S. et pourquoi Staline vient de faire des déclarations à la Pravda. Mais les tranchées où se défend la paix ne passent ni par les alliances militaires impérialistes ni par l'insipide agitation pacifiste du Kremlin; elles passent par les villages des mineurs français révoltés et des mineurs tchèques récalcitrants au travail forcé stalinien; elles passent par les « slums » des dockers américains et par les jungles ensanglantées du sud-est asiatique. Elles passent partout où le prolétariat défend son pain et sa liberté et met ainsi pour le moment en échec les plans de ses maîtres pour le réduire à l'esclavage et l'entraîner dans le massacre apocalyptique de la guerre atomique.

TROTSKY: Staline. . . . . Fr, 540
— Leçons d'Espagne. 35
Programme Transitoire. . . . 25
N. CLARION: Le Glacis soviétique. 210
LÉNINE: La Catastrophe imminente. 20
L'Assassinat de Trotsky. . . . 30
Contre Wall-Street et le Kremlin (Manifeste du Congrès mondial). 20

Notre Service de librairie se charge de tous les achats de livres des lecteurs de *La Vérité* et les fait bénéficier d'une ristourne de 10 %. Ajouter de 10 à 30 francs pour les frais d'envoi, suivant importance.

Adresser commandes et fonds à: LA VERITE.

LA VÉRITÉ sur MADAGASCAR

(Suite de la Page 1)

port Deferre révèle la même disproportion entre les atrocités commises par les révoltés, autour desquelles la bourgeoisie a fait tant de bruit, et celles commises par l'armée, l'administration et les colons, qu'elle a passées sous silence. En effet, Defferre n'a pu compter que *deux cas* d'atrocités commises par les insurgés: il s'agit de l'administrateur Saury et de M. Orienza, tués après avoir été torturés. Par contre, Deferre signale d'innombrables cas d'atrocités françaises, qu'il excuse d'ailleurs avec un cynisme écœurant. Voici quelques-uns de ces cas, pris au hasard dans son rapport:

« A Soanierano, dans les premiers jours d'avril 1947, un enfant malgache qui s'amusait dans une cour fut abattu d'une balle dans la tête par un Européen. L'auteur du meurtre est M. Jean Billon, maître-bottier. La mère de la victime est morte deux jours après son fils. »

. . . . . .

« Trente prisonniers sont morts, à la prison de Mahanoro. L'expertise médicale qui a eu lieu a conclu à la mort par empoisonnement. »

. . . . . .

« A Farafangana, les prisonniers qui avaient été faits étaient détenus dans le bâtiment de la prison. Ils cherchèrent à s'évader en grimpant sur le toit du bâtiment (? !). Les Européens tirèrent. Trente-sept prisonniers furent tués, dont trois sur le toit. »

. . . . . .

« A Vatomandry, M. Pont, administrateur, a été saisi d'une demande des colons tendant à faire disparaître purement et simplement les prisonniers. M. Pont décida alors de faire procéder à l'exécution de 18 prisonniers, ce qui fut fait séance tenante, après quoi les corps des rebelles furent arrosés d'essence et brûlés... M. Pont, pour justifier son attitude, déclare qu'il était impossible de ramener les prisonniers à pied. »

En somme, M. Pont a fait fusiller 18 hommes... pour leur épargner une longue marche à pied! Mais le « socialiste » Deferre l'excuse: « A la décharge de M. Pont, écrit-il, il faut noter qu'il vivait dans un état de tension nerveuse... Il a fait preuve de beaucoup de courage et de dévouement. » Pour l'impérialisme français, le massacre de prisonniers désarmés est une « preuve de courage » qui mérite d'être récompensée: En octobre 1947, le général commandant en chef inter-armées à Madagascar a cité M. Pont à l'ordre du Corps d'Armée et l'a décoré de la croix de guerre.

A. R.

Dans le prochain numéro: La comédie du procès.

La campagne électorale des trotskistes américains

AU moment où paraît ce numéro, les élections présidentielles se seront tenues. Nous ne connaîtrons certainement pas encore les chiffres obtenus par les trotskystes américains qui ont, pour la première fois, présenté des candidats, mais nos lecteurs seront certainement intéressés de connaître, dans ses grandes lignes, ce qu'a été la campagne de nos camarades.

Le **Socialist Workers Party**, organisation trotskyste américaine, a présenté les camarades Farrell Dobbs et Grace Carlson comme candidats à la Présidence et à la Vice-Présidence des Etats-Unis. Ces deux candidats avaient été poursuivis et condamnés ainsi que 16 autres membres du S.W.P. pendant la guerre pour leur opposition à celle-ci, en vertu de la loi Smith qui fut alors appliquée pour la première fois et qui est reprise aujourd'hui contre les dirigeants du parti stalinien. Ceux-ci furent à l'époque parmi ceux qui exigèrent le plus bruyamment des condamnations; aujourd'hui, ils ont refusé la proposition d'unité d'action du S.W.P. contre cette loi.

Nos camarades du S.W.P. ont déployé un effort considérable et systématique pour faire connaître, par leur campagne, le programme trotskyste aux Etats-Unis. Celle-ci débuta le 15 mai par des déclarations radiodiffusées nationalement de Farrell Dobbs et de James P. Cannon, Secrétaire général du S.W.P.

Le Congrès du Parti, tenu en juillet, mit au point les détails de cette campagne et décida de constituer un fonds de 25.000 dollars (plus de 11 millions de francs), dont plus des trois quarts ont déjà été recueillis.

Une des tâches les plus importantes dans une campagne présidentielle aux Etats-Unis consiste à recueillir dans chacun des 49 Etats un nombre minimum de signatures pour que les candidatures soient acceptées; par exemple, dans l'Etat de New-York, il faut 12.500 signatures à raison de 50 minimum dans chacun des 60 cantons. Il suffit d'indiquer ce chiffre pour comprendre la difficulté que cela représente pour un petit parti et pour un parti révolutionnaire, car si la signature n'engage pas celui qui la donne à voter pour le candidat, elle le fait apparaître comme un partisan des libertés démocratiques peu goûté de la réaction américaine. Dans le Connecticut, on menaça de publier dans la presse les noms des signataires de la pétition du S.W.P. Les efforts déployés par les membres du S.W.P. ont abouti à la présentation de leurs candidats dans 13 Etats: Californie, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin, Minnesota, Iowa, Colorado, Utah, Ohio et Washington. Ces Etats sont habités par près de 40 % de la population américaine. Dans les autres Etats, et notamment ceux du Massachussets et de l'Illinois où les lois électorales sont particulièrement restrictives, le S.W.P. n'a pu présenter que des candidatures locales et nos camarades invitent ainsi les électeurs à inscrire le nom des candidats sur leur bulletin.

Pour donner une idée de l'importance des résultats ainsi obtenus, il faut mentionner que le P.C. américain, en 1924, lorsqu'il présenta pour la première fois un candidat à la présidence, alors qu'il disposait de beaucoup plus de membres que n'en a à présent le S.W.P., ne parvint à s'inscrire que dans 14 Etats.

Nos camarades ont mené une campagne très intense. La radio a été abondamment utilisée, aussi bien les chaînes nationales que les postes locaux et le S.W.P. a reçu des milliers de lettres d'auditeurs qui, jusqu'alors, ignoraient son existence. Les deux candidats ont tenu meeting sur meeting d'un bout à l'autre du pays. Les sympathisants ont été organisés en plusieurs endroits sous la forme de clubs Dobbs-Carlson.

Dans leur campagne, les militants du S.W.P. ont dénoncé vigoureusement le rôle de l'impérialisme américain, ses préparatifs de guerre, son rôle contre-révolutionnaire dans le monde en Europe avec le plan Marshall et en Extrême-Orient. Ils ont attaqué non seulement Dewey et Truman, mais aussi le troisième candidat bourgeois, Wallace, qui a été soutenu par les staliniens, comme un agent non moins fidèle de l'impérialisme américain; ils ont dénoncé notamment sa pseudo-démagogie pour les Noirs, alors qu'il n'a rien fait pour eux lorsqu'il était Vice-Président des Etats-Unis.

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e^ Internationale) et **La Vérité** adressent leurs saluts chaleureux aux camarades du S.W.P. pour leur remarquable campagne qui contribuera à faire progresser le trotskysme aux Etats-Unis.

En même temps qu'ils ont mené cette vigoureuse campagne présidentielle, nos camarades ont défendu avec acharnement le camarade Kutcher, ancien combattant qui perdit ses deux jambes sur le front d'Italie et qui a été chassé de son travail d'employé dans l'Administration gouvernementale des anciens combattants pour la seule raison qu'il est membre du S. W. P. De nombreuses protestations se sont élevées contre cette mesure.

La crise internationale du stalinisme

LE P.C.F. est de beaucoup le plus solide des partis staliniens du monde capitaliste et des pays du glacis, car ce n'est pas seulement un appareil avec de grands moyens; il dispose de milliers et de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui ont à leur actif des années de lutte, qui ont de ce fait acquis une autorité sur la classe ouvrière, qui dirigent les luttes des travailleurs et qui, en fait, transmettent dans les usines la politique décidée par le B.P., lui-même agissant sous les ordres du Kremlin. On sait que la confiance aveugle de ces militants envers leur direction a, depuis bientôt un an, fait largement place à un esprit critique teinté d'incompréhension et de méfiance.

Mais cet état de crise dans lequel se trouve le P.C.F. n'est pas quelque chose d'accidentel, de conjoncturel. Cette crise prend assise sur les phénomènes de la lutte de classes en France. Mais elle n'est qu'un aspect d'une crise internationale du stalinisme, dans laquelle sont mis en cause les rapports des partis staliniens avec la classe ouvrière, car dans la plupart des pays, nous assistons à présent à des crises des partis staliniens, comme nous allons l'indiquer dans ce qui suit. Parce que le P.C.F. est le plus solide de tous ces partis, la crise en son sein est relativement faible en comparaison de celle qui sévit ailleurs.

DANS LE GLACIS SOVIETIQUE

C'est de la première des « démocraties populaires », la YOUGOSLAVIE, qu'est partie la crise la plus grave que le stalinisme ait jamais connue. Un parti tout entier, à la tête d'un Etat, s'est rebellé contre l'agence du Kremlin qu'est le Cominform. Staline n'a pas pu jusqu'à présent réprimer cette rébellion. Tout permet de penser que les moyens les plus grands seront employés par lui pour venir à bout de ce qui constitue une plaie ouverte dans son système de domination.

On sait aussi qu'en POLOGNE, la crise avait atteint les sommets. Le Kremlin l'a emporté en obtenant de Gomulka sa démission de son poste de Secrétaire général et une reconnaissance d'erreurs; l'épuration s'est poursuivie, notamment par le renvoi des dirigeants communistes du centre industriel de Lodz. Rappelons aussi que Gomulka avait eu l'appui de la direction de la fraction parlementaire. Enfin, il n'a pu être remplacé à son poste que par Bierut, Président de la République. Le recours au chef de l'Etat pour ce poste est un signe de l'usure des cadres sûrs pour le stalinisme.

L'épuration sévit également avec vigueur en BULGARIE, où il y aurait, paraît-il, conflit entre le premier ministre Dimitrov et le ministre des Affaires étrangères, Kolarov. Elle sévit en ROUMANIE où ceux qui dirigèrent le P.C. roumain sous le régime réactionnaire ont été éliminés. Elle sévit en ALBANIE où le Président Enver Hodja a pris des mesures contre nombre de membres qui se sont prononcés pour le P.C. yougoslave dans son conflit avec le Cominform. Le Secrétaire général de ce parti, Koci, et le chef du Bureau politique, Kristu, ont été destitués sous l'accusation « de préparer l'assassinat du général Enver Hodja, Président du Conseil, et de vouloir livrer l'Albanie à la Yougoslavie trotskyste, causant au parti des dommages incalculables ». Comme en Pologne, le Secrétariat du P.C. a été remis au chef de l'Etat lui-même. Elle sévit aussi en TCHECOSLOVAQUIE où des militants haut placés ont été écartés de toute fonction au cours des dernières semaines.

Enfin, au moment où se poursuit le jeu si serré autour de Berlin, dans la ZONE ORIENTALE DE L'ALLEMAGNE, le Président du Parti socialiste unitaire, Pieck, un stalinien de vieille date, vient de publier un article dans l'organe officiel du parti, Neues Deutschland, *dans lequel il déclare:*

« Au lieu de critiquer les Russes, les mécontents devraient tourner leur feu critique contre les puissances occidentales... L'épuration du parti est devenue nécessaire à cause de la situation difficile dans laquelle se trouve à présent l'organisation. On a établi que l'ennemi a réussi à infiltrer ses agents dans nos rangs et que ces agents ont trouvé effectivement des appuis parmi nos membres pour répandre leur propagande...

... Nous ne serons pas effrayés de nous en prendre même à ceux qui appartiennent à la direction du parti. »

EN EUROPE OCCIDENTALE

Dans la partie de l'ALLEMAGNE occupée par les Alliés, il se produit à présent, selon les informations de notre section allemande, une véritable dégringolade du P.C. allemand. De récentes élections dans la Ruhr ont enregistré une perte de 50 % des voix.

En SUISSE, la direction du Parti du Travail (*stalinien*) *a procédé à des exclusions.*

En HOLLANDE, une opposition clandestine fait circuler un tract condamnant le tournant du P.C. hollandais vers une politique favorable aux grèves.

En SUEDE, le P.C., aux récentes élections, se trouvait divisé entre deux tendances qui n'ont pas pu s'entendre sur un programme commun.

Le P.C. d'ESPAGNE passe par une crise extraordinaire. Dans un article de sa revue théorique, Nuestra Bandera, *un dirigeant, Santiago Carillo, dénonce comme responsable d'une politique de « trahison » ceux des dirigeants de ce parti, Jésus Monzon et Leon Trilla, qui ont dirigé ce parti en France pendant la clandestinité. L'accusation se poursuit sur un ton extraordinaire: corruption, relations avec les impérialistes et la police, activité de bas fonds, etc... Voici un extrait de l'article de Carillo:*

« Jésus Monzon, un intellectuel de formation bourgeoise, ambitieux, lié par sa famille et sa formation, à des éléments réactionnaires avec lesquels il n'a jamais rompu. Il a transformé la direction du Parti en une camarilla familiale et il a entretenu des relations obscures avec des diplomates américains. »

En ITALIE, depuis la trahison de la grève générale du 14 juillet, spontanément lancée en réponse à l'attentat contre Togliatti, une crise sévit dans les régions communistes des centres les plus industriels (Milan, Turin, Gênes...). Une multitude de groupes locaux d'opposition se sont formés sur des bases politiques très variées et très confuses. Un député, Vallieri, a convoqué une Conférence nationale, mais l'orientation vers la social-démocratie de ses appels a provoqué l'échec de cette Conférence. Au dernier C.C. du P.C. italien, plusieurs orateurs ont dénoncé le « danger trotskyste ».

EN AMERIQUE LATINE

Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, les P.C. sont également sujets à des crises et à des ruptures.

En ARGENTINE, crise chronique depuis février 1946, conflit entre le Secrétaire Cordorilla et d'autres dirigeants, Puigros et Peter. Exclusion de Spagnole, dirigeant des Jeunesses.

Au MEXIQUE, scission des dirigeants Carlos Sanchez Cardenas et Alberto Lumbreros qui ont constitué le « Comité de restauration » et qui publient un journal portant le même titre: El Machete, *que celui du Parti.*

Au PEROU, le Comité du district de Lima a rompu avec la direction nationale; ceci fait suite à une crise antérieure dans laquelle un dirigeant, Ravires, avait rompu avec le P.C.

D'autres crises et des scissions se poursuivent à présent en COLOMBIE, au VENEZUELA, à CUBA.

⁂

Bornons-nous à mentionner qu'en Extrême-Orient, il y a, dans un certain nombre de pays, plusieurs partis communistes et que le monolithisme stalinien y est très difficile à assurer.

Observons que l'Humanité *et la presse stalinienne de France sont en général muettes sur ce qui se passe dans les partis staliniens. Il faut rassembler les informations parues dans chacun des pays pour parvenir à avoir une vue d'ensemble. Le tableau que nous avons présenté est certainement loin d'être complet et il ne se passe pas de semaines sans de nouvelles informations du même ordre.*

Nous traiterons dans un prochain article des aspects politiques et des tendances idéologiques qui se manifestent plus ou moins clairement à travers ces différentes crises.

Pierre FRANK.

NOTRE INTERNATIONALE

INDES

Aux élections municipales de Madras (la 3^e^ ville en importance des Indes), le 30 septembre 1948, le camarade Antonipillaï, membre du C.C. du parti bolchevik-léniniste indien, Président de la Chambre des Syndicats de Madras et membre du Conseil général des Syndicats pan-indiens, a été élu, comme représentant du 32^e^ arrondissement de la ville, par 5.000 voix sur 7.000 votants.

Il siégera, à ce Conseil municipal de 80 membres, avec six autres élus, membres des Syndicats et sympathisants trotskystes, connus des ouvriers de la ville comme dirigeants de leurs Syndicats. Ni les staliniens ni les socialistes n'avaient présenté de candidats.

ALLEMAGNE

Au début d'octobre, s'est tenue une Conférence nationale de l'I.K.D. (section allemande de la IV^e^ Internationale), la première depuis l'avènement d'Hitler au pouvoir.

Malgré les difficultés de déplacement encore existantes en Allemagne, les plus importantes villes étaient représentées. Des progrès importants ont été enregistrés au cours des derniers mois.

Des mesures ont été décidées pour améliorer le fonctionnement de l'organisation qui doit encore agir clandestinement.

CHINE

Un Congrès des trotskystes chinois a réuni des délégués de Shanghaï, Wuhan, Chunking, Wenchow, Nonking, Tsintao, Hong-Kong, Canton, Chung-San, Kweilia. Il a siégé pendant une semaine, a constaté le développement de l'organisation, a adopté des textes sur la situation politique générale, les principes organisationnels d'un parti prolétarien, la situation du mouvement ouvrier en Chine pendant la guerre; il a pris le nom de Parti Communiste Révolutionnaire de Chine et a adopté le programme du parti.